



FOCUS PHAROS- Pakistan, comprendre le système éducatif

ABSTRACT

Si le Pakistan a significativement progressé chaque année en matière d'éducation, son amélioration s'est faite moins rapidement que ses voisins. Avec un IDH qui situe le pays à la 147^{ème} place, les chiffres de l'éducation au Pakistan sont catastrophiques. L'inégalité d'accès à l'éducation entre les hommes et les femmes touche les enfants depuis l'école primaire jusqu'à l'université.

Auteur :

Après avoir vécu et travaillé au Pakistan, Olivier Louis reste passionné par la complexité du pays et est aujourd'hui notre Observateur référent pour le Pakistan.



L'éducation au Pakistan, de lentes améliorations

Pour mieux comprendre la situation de l'éducation au Pakistan, peut-être faut-il partir de l'indice de développement humain calculé par le programme des Nations unies pour le développement (UNDP) : le dernier publié en 2016 place le Pakistan à la 147^{ème} place sur 188 pays examinés. L'indice du Pakistan est en-dessous de la moyenne des pays du monde, ainsi que celle des pays de l'Asie du Sud. Il se situe alors sous les indices des pays voisins que sont le Bangladesh et l'Inde. Dans le calcul de cet indice, l'éducation tient une place importante avec deux critères : la durée moyenne de la scolarisation pour la population de plus de 25 ans qui est, au Pakistan, de 8,8 années pour les hommes et de 7,4 années pour les femmes, et la durée attendue de la scolarisation pour les enfants en âge scolaire, de 5 à 16 ans. Celle-ci est de 6,5 pour les garçons et 3,7 pour les filles. Comme pour l'indice synthétique, sur ces critères, le Pakistan est en dessous de la moyenne de l'Asie du Sud et de l'Inde.

Si le Pakistan a significativement progressé chaque année, depuis 30 ans, sur tous ces critères, son amélioration s'est faite moins rapidement que ses voisins. Ces derniers l'ont dépassé et l'écart continue de s'accroître. Il faut ajouter que le taux d'alphabétisation au Pakistan est de 56,7 % de la population âgée de 15 ans et plus, qui se répartit en 69,2 % pour les hommes et 44,2 % pour les femmes. A titre comparatif, le taux d'alphabétisation de l'Inde est de 73 %, celui du Bangladesh de 60 %, et celui du Sri Lanka de 93 %. La raison principale de cette situation tient au choix des priorités budgétaires. Le Pakistan ne consacre à l'éducation qu'entre 2 % et 2,5 % de son PIB. Le budget combiné de l'éducation et de la santé publique est toujours inférieur à celui de la défense nationale. Le gouvernement s'est engagé à dépenser pour l'éducation 2,5 % du budget pour l'année 2017/2018. Mais il est assez peu probable que cet objectif soit tenu. En effet, dans le budget 2016/2017, l'objectif des dépenses était de 2,3 % du PIB. En réalité, celles-ci n'ont atteint que 1,9 %. Les pays voisins, et d'ailleurs la plupart des pays dans le monde, consacrent à l'éducation une part de leur budget bien supérieure.



Avant de décrire dans ses grandes lignes l'organisation du secteur éducatif en distinguant l'éducation primaire-secondaire et l'enseignement supérieur, puis d'analyser les principaux problèmes qu'il rencontre, quelques mots sur le cadre constitutionnel de l'éducation sont nécessaires. Celui-ci résulte de l'amendement constitutionnel du 9 avril 2010, qui a d'une part rétabli, dans une large mesure, le texte originel de la Constitution de 1973 qui avait été amendé par les deux derniers dictateurs militaires (Zia-Ul-Haq 1977/1988 et Musharaf 1988/2008) et, d'autre part, renforcé les compétences des provinces et créé de nouveaux droits pour les citoyens. Du point de vue de l'éducation, deux dispositions sont importantes : premièrement, l'article 25 A, qui pose le principe d'une éducation gratuite et obligatoire pour tous les enfants entre 5 et 16 ans, principe qui n'avait pas été inscrit dans les Constitutions précédentes ; deuxièmement, l'article 144 qui met fin à la compétence partagée entre l'État fédéral et les provinces dans le domaine de l'éducation, pour la confier entièrement aux provinces. Adoptées à la quasi-unanimité par les deux chambres du Parlement, ces dispositions pouvaient laisser espérer une prise de conscience de la gravité de la situation de l'éducation au Pakistan et une volonté forte d'y porter remède. Malheureusement, comme nous allons le voir en décrivant plus en détail la situation, ces espoirs ont été largement déçus.

Nous traiterons d'abord du cycle primaire et secondaire en donnant les chiffres de base de ce secteur et en recensant les principaux problèmes auxquels il doit faire face, avant d'aborder les études supérieures (collèges et universités).

L'enseignement primaire et secondaire

Les chiffres donnés ci-dessous sont loin d'être entièrement fiables. Les variations sont considérables selon les documents consultés et la période de référence est souvent mal définie. En général, il s'agit de 2014/2015. Ce ne sont donc que des ordres de grandeur. Pour l'essentiel, ils sont issus soit du document officiel « National Education Policy-2017 » soit d'une étude réalisée par une organisation caritative pakistanaise d'excellente réputation et qui se consacre aux questions éducatives, Alf Ailan.

Le cycle de l'enseignement obligatoire (5 à 16 ans) : le nombre des enfants à scolariser pendant cette période se monterait à environ à 52,6 millions d'enfants. Ce chiffre officiel, extrapolé du recensement de 1998, est certainement inférieur à la réalité. En effet, le recensement de 2017, dont les résultats n'ont pas encore été publiés dans le détail, fait ressortir une augmentation de la population très supérieure aux prévisions (+ 7 %). Il s'agit toutefois du nombre retenu par les différentes études consultées. Sur ces 52,6 millions d'enfants, 27,8 millions d'enfants sont scolarisés pendant toute la durée de la scolarité obligatoire soit 57 % des enfants dont 15,9 millions de garçons 11,9 millions de filles.

Le primaire (niveau 1 à 5, âge 5 ans à 9 ans inclus) : 23,7 millions d'enfants sont compris dans cette tranche d'âge. 18,7 millions d'entre eux (77 %) ont été scolarisés dans les écoles primaires correspondant à cette classe d'âge : 56 % sont des garçons et 44 % des filles. 66 % seulement des enfants scolarisés à 5 ans (niveau 1) atteignent le niveau cinq (9 ans).

Le secondaire (niveau 6 à 11, âge 10 à 16 ans inclus). Il s'agit de 28,9 millions dont 11,9 millions (41 %) sont scolarisés, soit 6,7 millions de garçons et 5,2 millions de filles.



Ces chiffres permettent de tirer deux conclusions :

Premièrement, sur 52,6 millions de petits Pakistanais, les écoles primaires et secondaires scolarisent autour de 30 millions d'élèves. Environ 22 millions d'enfants n'achèvent pas leur scolarité obligatoire et environ 5 millions d'entre eux ne reçoivent même aucune éducation dans le système formel d'enseignement. Cependant, il est à noter que ces chiffres n'incluent pas les enfants scolarisés dans les madrasas qui, comme nous le verrons plus loin, accueilleraient environ 3 millions d'élèves. Deuxièmement, de plus en plus d'élèves sortent du système et le déséquilibre entre les garçons et les filles, se creuse d'année en année.

*« 22 millions d'enfants n'achèvent pas leur
scolarité obligatoire et environ 5 millions d'entre
eux ne reçoivent même aucune éducation »*

Les structures de l'enseignement primaire et secondaire

Il existe au Pakistan trois ordres d'enseignement, les écoles publiques, les écoles privées et les madrasas.

Les écoles publiques gratuites accueillent officiellement plus de 70% des élèves. L'enseignement est largement donné en ourdou, mais l'anglais est souvent enseigné comme langue étrangère dès la première année scolaire et les disciplines scientifiques sont généralement enseignées en anglais. Les écoles publiques sont réparties sur tout le territoire.

Il faut particulièrement mentionner ici les écoles qui ont été créées et sont gérées par l'armée, directement ou à travers ses sociétés de bienfaisance. Ces écoles ne sont pas gratuites mais la scolarité des enfants de militaires est largement subventionnée. Quant aux enfants de civils, ils doivent remplir certaines conditions et payer un prix élevé. Ces écoles de l'armée sont présentes dans les quartiers des villes pakistanaïses, gérés par l'armée et ses « Housing Defense Societies ». Leur niveau est comparable à celui des écoles privées les plus réputées. En fin de cursus, les élèves des écoles publiques se voient attribuer la « matriculation ». Si les élèves poursuivent leur scolarité un ou deux ans de plus, ils pourront obtenir le « Higher Secondary School Certificate ». Les élèves pourront ensuite s'inscrire dans les collèges universitaires, indépendants ou rattachés à une université et prépareront alors un diplôme de « bachelor ». Il existe aussi un réseau d'écoles professionnelles et d'apprentissage, mais il ne concernerait que 350 000 élèves, principalement à partir du niveau 10 d'éducation (après 16 ans).

Les écoles privées accueillent environ 25% des élèves. Si elles mettent l'accent sur l'anglais (English medium), elles se divisent en deux catégories très différentes dans leurs objectifs et leurs recrutements. La première est extrêmement élitiste. Elle regroupe les écoles chrétiennes les plus prestigieuses qui ont échappé à la nationalisation décidées par Zulfikar Ali Bhutto au début des années 1970, ou qui ont été rendues aux Eglises dans les années 1980. Les collèges privés, quant à eux, ont souvent été créés pendant la période coloniale. Ces écoles sont coûteuses, donnent un enseignement exclusivement en anglais et préparent les élèves à des examens de fin d'études affiliés au système international dit de Cambridge, avec ses deux niveaux (O, pour ordinaire, et A pour avancé). Les élèves de ces écoles, qui ne constituent que 1 à 2% de la population scolarisée, pourront accéder soit aux meilleures universités publiques ou privées du Pakistan, soit à des universités étrangères.



La deuxième catégorie d'écoles privées, dont le nombre s'est accru considérablement dans les 15 dernières années, est relativement bon marché. Ces écoles délivrent un enseignement totalement ou partiellement en anglais. Leur niveau est évidemment très variable et beaucoup d'entre elles n'ont qu'un objectif commercial. Recevant les enfants des classes moyennes urbaines, elles répondent aux aspirations de parents, souvent très loin d'être fortunés, soucieux de donner à leurs enfants de meilleures chances de réussite en particulier en les formant correctement à l'anglais. Comme dans les écoles publiques, elles préparent au diplôme de « matriculation » puis au « higher secondary school certificate ».

Le monde opaque des madrasas (*madari* au pluriel en ourdou).

En plus d'un enseignement religieux, souvent complété par quelques matières civiles ('Pakistan studies', mathématiques, sciences naturelles et même parfois anglais) les madrasas fournissent aux élèves, souvent gratuitement, un service d'internat. Pour les familles vivant en dessous du seuil de pauvreté, très nombreuses au Pakistan (29,5%), les madrasas sont souvent le seul système éducatif dans lequel elles ont les moyens d'envoyer leurs enfants. Ce système continue à être très mal connu et le nombre d'élèves qui y seraient scolarisés fait l'objet d'évaluations assez contradictoires. Officiellement, selon le National Education Policy de 2017, environ trois millions d'élèves sont scolarisés dans les madrasas, soit autour de 7% de la population scolaire. Mais, si les madrasas reçoivent des enfants à partir de cinq ans et jusqu'à 16 ans, il semblerait qu'elles acceptent également de nombreux élèves au-delà de 16 ans. On distingue deux catégories de madrasas, les madrasas enregistrées et celles qui ne le sont pas. Les premières (environ 26.000) relèvent d'un des cinq « bureaux centraux des madrassas ». Chacun d'entre eux est spécialisé dans une tradition juridique et éducative propre : déobandi (sunnite orthodoxe, avec 70 % des madrasas enregistrées), barelvi (sunnite de la tradition soufie, 16 %), Jamaat I Islami (sunnite orthodoxe pouvant conduire à l'engagement des élèves dans le Jammat i Islami qui est un parti politique, 4 %) Alh-i-Adith (fondamentaliste, 4%) et chiites (3 %). L'école déobandiste appartient au courant hanéfite de l'islam, elle est littéraliste, traditionaliste et, en général, apolitique. Elle est à l'origine du mouvement Tabligh Jamaat, souvent considéré comme piétiste. Mais il existe également un grand nombre de madrasas non enregistrées car leurs responsables craignent de devoir accepter des contrôles de l'État sur le contenu de l'enseignement et des pratiques éducatives. Officiellement, il y aurait 6 000 madrasas non enregistrées, mais ce chiffre est probablement sous-évalué. Cependant, le chiffre de 3 millions d'enfants scolarisés dans les madrasas est jugé crédible par de nombreux observateurs.

Concluons cette description du système par une information générale valable pour tous les ordres d'enseignement. A l'exception de quelques rares écoles dans les grandes villes, les écoles primaires et secondaires ne sont pas mixtes. La coéducation est encore considérée comme une pratique « occidentale » condamnable.

*« Pour les familles vivant en dessous du seuil
de pauvreté, les madrasas sont souvent le seul
système éducatif dans lequel elles ont les
moyens d'envoyer leurs enfants »*



Les principaux problèmes rencontrés par l'enseignement primaire et secondaire au Pakistan sont les suivants :

Premièrement, nous avons déjà souligné que 22 millions d'enfants sortent du système éducatif avant d'avoir terminé les 10 ans d'études obligatoires ou n'y sont même jamais rentrés (environ 5 millions d'enfants). Cinq millions d'enfants quittent l'école pendant les cinq premières années de scolarité et, compte tenu de la très faible qualité du service public de l'enseignement, la majorité d'entre eux resteront probablement illettrés. Les madrasas ne sont pas en mesure de combler ce déficit. Outre la qualité de leur enseignement, qui est certainement problématique, il est peu probable, comme indiqué plus haut, que le chiffre des élèves des madrasas dépasse les 3 millions d'enfants en âge d'être scolarisés.

Deuxièmement, le système est profondément inégalitaire. D'un côté, se trouve ce qu'on appelle au Pakistan « l'establishment », c'est-à-dire l'armée, la haute administration et le monde des affaires, qui, à bien des égards, constituent une même société soudée par les intermariages et une origine sociale commune. L'establishment a son propre système scolaire composé des écoles privées traditionnelles, des écoles chrétiennes et des écoles gérées par l'armée. La qualité de l'enseignement est bonne et les élèves qui en sortent parlent couramment l'anglais. Ils seront pleinement à l'aise dans le monde contemporain. L'establishment s'assure ainsi de la pérennité de sa place dominante dans la société. De l'autre côté, les écoles publiques et les madrasas assurent l'éducation minimum pour permettre au pays de se maintenir au niveau, certes très bas, où il est actuellement. Les écoles privées de création récente s'adressent à la classe moyenne dont l'économie du pays a besoin. Comme l'a développé récemment un auteur pakistanais, Tarik Rahman, les tensions voire la rage qu'un tel système ne manque pas d'engendrer, trouvent un exutoire dans la xénophobie et le radicalisme islamique qui se répand dans le pays.

Troisièmement, la situation des écoles publiques s'est particulièrement dégradée. Elles sont dramatiquement sous-équipées. 46 % d'entre elles n'ont pas l'électricité, 33 % n'ont pas d'eau courante, 30% n'ont pas de toilettes et 28 % n'ont pas de mur d'enceinte. Le niveau de l'encadrement est très bas. Les enseignants, qui sont nommés par les gouvernements régionaux, sont plus souvent choisis pour leurs accointances politiques que pour leurs compétences. Dans le Sind et le Khyber Pakhtunkhwa (KP), il existe de nombreuses écoles fantômes. Un instituteur y est nommé, mais il y a ni école ni élève. Il se contente de toucher chaque mois sa modeste rémunération. Les fraudes et la corruption y sont monnaie courante. A titre d'exemple, certaines études estiment que 40% des élèves trichent à leur examen. Un scandale de ventes des sujets d'examen vient d'éclater au bureau des examens du Sindh faisant suite à d'autres scandales de même nature dans le Panjab, l'année dernière. L'enseignement est fondé sur l'apprentissage par cœur et ne développe aucun esprit critique. Deux sujets occupent une place disproportionnée dans le curriculum scolaire des écoles publiques : les « Pakistan Studies » chargées d'enseigner « l'idéologie du Pakistan » (haine de l'Inde, glorification des conquérants musulmans de l'espace indien, xénophobie anti-occidentale) et l'Islamyat, qui doit faire des jeunes Pakistanais de bons musulmans. Les manuels scolaires ont peu changé depuis l'époque du général Zia-Ul-Haq. Ils prônent un islam rigoriste et combattif.



Au KP, où une révision des manuels scolaires avait été faite par le précédent gouvernement plutôt progressiste de cette région, le gouvernement actuel est revenu aux rédactions antérieures qui présentaient un récit national complètement biaisé. Les manuels d'anglais sont également remplis d'idéologie anti-indienne et pro-islamiste. Beaucoup d'observateurs ont remarqué qu'en ces deux domaines, il y a peu de différence entre l'enseignement donné dans les écoles publiques et celui qui est professé dans les madrasas. Quant à l'enseignement scientifique, il est exclu qu'il puisse proposer des théories qui sont jugées contraires à l'islam, comme par exemple la théorie de l'évolution. Il ne faut donc pas s'étonner que tous les parents qui le peuvent se détournent des écoles publiques.

L'éducation supérieure

Au moment de l'indépendance du Pakistan, le pays n'avait qu'une seule université, l'université du Panjab, avec environ 600 étudiants. Selon les dernières statistiques de 2016, le Pakistan aurait 1,3 millions d'étudiants. Cependant, le taux d' enrôlement des étudiants par rapport à la population générale de leur classe d'âge n'est que de 10 %, ce qui est inférieur à la plupart des autres pays d'Asie du Sud. (24 % en Inde, 16 % au Népal et 13 % au Bangladesh). Le budget public pour l'éducation supérieure ne serait que de 0,3 % du budget de l'Etat, mais les institutions de l'enseignement supérieur financeraient environ 40 % de leurs dépenses sur leurs ressources propres (droits d'inscription, autres ressources).

L'éducation supérieure est divisée en deux secteurs principaux :

Les collèges et assimilés qui délivrent des diplômes de « Bachelor ». Ils reçoivent les élèves à partir de 17 ans. Selon les disciplines et les diplômes recherchés, les études durent de deux ans (Pass bachelor) à quatre ans (Honors Bachelor). Elles couvrent tous les domaines habituels de l'enseignement supérieur : droit, lettres, sciences, médecine, pharmacie et études vétérinaires, ingénierie, commerce etc. Il y aurait 1 200 collèges, généralement affiliés à une université, qui recevraient environ 600 000 étudiants.

Les universités et autres institutions délivrant des diplômes sont au nombre de 177. 103 d'entre elles sont publiques et 74 privées. Elles recevraient environ 700.000 étudiants.

L'éducation supérieure a connu en 2002 une réforme importante avec la création de la Higher Education Commission, directement rattachée au Premier ministre avec pour mission de réformer en profondeur l'éducation supérieure du pays qui avait été gravement négligée pendant les 20 années précédentes. Cette commission a déployé une activité considérable pendant ses 10 premières années en labellisant plusieurs universités privées, en publiant un classement des universités, très utile dans un pays où les universités sont de niveau très différent, en orientant les universités vers la recherche et l'octroi de doctorats, en mettant en place un programme d'envoi des meilleurs étudiants pakistanais dans les universités étrangères et en recrutant les professeurs étrangers pour améliorer le niveau des enseignants jugé très déficient. Des sommes importantes ont été consacrées à la construction et la rénovation des bâtiments universitaires. Les résultats n'ont pas été aussi spectaculaires qu'espérés et, à part quelques exceptions, le niveau moyen des universités est loin d'être satisfaisant.



Depuis quelques années, l'activité de cette commission a décliné et dans le contexte constitutionnel actuel où l'éducation, dans son ensemble, y compris l'éducation supérieure relève du champ de compétences des provinces, il règne une grande incertitude sur l'avenir du secteur. Les provinces sont en train de créer des « Higher Education Commissions » qui ne manqueront pas de s'opposer aux arbitrages de la commission centrale et seront rongés par la politisation et la corruption. D'ailleurs, la priorité qui a été donnée aux universités pendant la présidence du général Musharraf n'a cessé de s'affaiblir depuis son départ. De ce fait, seulement six universités pakistanaises apparaissent dans le classement mondial de 1000 universités réalisées par le « QS World University Rankings (2018) ». Elles sont classées entre le 451^{ième} rang et le 701^{ième} rang.

L'enseignement supérieur souffre des mêmes maux que l'enseignement secondaire et primaire. Il est lui aussi très inégalitaire. Quelques universités ont des critères de recrutement extrêmement sélectifs et se réservent les meilleurs étudiants. Parmi ces universités, on en trouve des privées comme la Lahore University of Management Sciences (LUMS), l'Université et les collèges affiliés financés par l'Aga Khan et les universités les plus anciennes comme les universités de Karachi et de Lahore. Ce sont ces universités qui apparaissent dans le classement référé plus haut. Elles cherchent à préserver leur prestige avec des procédures de sélection rigoureuses, un enseignement de qualité et les procédures d'octroi des diplômes relativement incontestables. En revanche, un très grand nombre d'universités nouvelles situées dans les villes moyennes du pays accumulent tous les problèmes : incompétence du corps enseignant, corruption dans l'octroi des diplômes et fraude massive aux examens.

La Higher Education Commission a essayé de développer la recherche dans les Universités, ce qui était une innovation complète au moment de sa création. Les résultats quantitatifs ont été impressionnants. Plus de 10 000 publications ont été enregistrées en 2014 dans la banque de données internationales des publications de la recherche universitaire appelée « ISI Web of knowledge ». Malheureusement, le niveau de ces publications est jugé très bas. Le plagiat sévit, et les publications n'ont aucune reconnaissance internationale.

Le gouvernement continue à voir dans les campus universitaires un danger pour l'ordre public. Les étudiants n'ont pas le droit d'organiser des syndicats indépendants. Pour les autorités universitaires et la classe politique, il s'agit toujours de pourchasser toutes velléités de retour d'une présence de gauche ou d'extrême gauche dans les universités. Ces mouvements étaient très actifs jusqu'à la prise du pouvoir par le général Zia-Ul-Haq (1977) qui a utilisé, avec succès, tous les moyens possibles pour les éradiquer (expulsions, arrestations arbitraires, multiples condamnations au fouet). En revanche, la mouvance islamiste a quartier libre. L'organisation de jeunesse du Jamaat I Islami, le Jamaat Islami Talaba, en conjonction avec d'autres groupes fondamentalistes, cherche à faire régner l'ordre moral sunnite dans les campus avec l'appui implicite ou explicite des autorités universitaires. Par exemple, l'administrateur de l'université de Charsadda (KP à côté de Peshawar) a interdit, en décembre dernier, aux étudiants et étudiantes de cette université de se promener ou de s'asseoir ensemble dans le campus de l'université. Les incidents violents sont très fréquents. Par exemple, pendant le seul mois de janvier 2018, le principal d'un collège universitaire également à Charsadda était tué par un des étudiants du collège sous prétexte de blasphème. Son crime : avoir sanctionné l'étudiant qui s'était absenté sans autorisation pour participer à des manifestations d'un mouvement extrémiste pro-blasphème à Islamabad.



Toujours en janvier, des incidents violents se sont produits dans l'université du Pendjab à Lahore entre des étudiants appartenant au Islami Jamiat Talaba et des étudiants baloutches. Parmi les étudiants arrêtés, 15 étaient porteurs d'armes. Une affaire dramatique a défrayé la chronique et continue d'alimenter les débats sur l'état d'esprit de nombreux étudiants dans les campus. Le 13 avril 2017, un étudiant de l'université de Mardan (deuxième ville du KP), Mashal Khan, a été assassiné. Une cinquantaine de ses camarades l'ont agressé dans sa chambre, l'ont déshabillé, défenestré, battu et lapidé. Finalement il fut achevé par un coup de revolver. Il était accusé d'avoir tenu des propos blasphématoires, ce qui s'est révélé inexact. En fait, il avait tenté d'organiser un mouvement de contestation contre un certain nombre d'agissements des responsables de l'université et il ne cachait pas ses sympathies socialistes. Le Jamaat Islami Talaba et des responsables de l'université avaient alimenté les rumeurs sur ses supposés blasphèmes. Le principal exécutant du meurtre, celui qui avait tiré le coup de feu fatal, a été condamné à mort le 16 février 2018. Plusieurs de ses complices ont reçu des condamnations sévères, mais 25 d'entre eux ont été acquittés, alors que leur culpabilité ne faisait aucun doute puisqu'ils avaient été filmés par des caméras de surveillance alors qu'ils s'acharnaient sur leur camarade. Libérés, ils ont été accueillis en triomphe à la sortie du tribunal par une foule nombreuse qui exigeait bruyamment l'acquittement des étudiants condamnés. Ce sont là, bien sûr, des exemples extrêmes qu'il ne faudrait pas généraliser, mais ils témoignent du climat délétère qui règne dans de très nombreux campus universitaires.

*« un étudiant de l'université de Mardan a été
assassiné par une cinquantaine de ses camarades qui
l'ont agressé dans sa chambre, l'ont déshabillé,
défenestré, battu et lapidé. »*

En 2004, dans la revue « ForeignAffairs », Perez Hoodboy, physicien nucléaire de réputation internationale, auteur de nombreuses études sur l'éducation au Pakistan et commentateur politique reconnu, écrivait : « *l'état désastreux du système éducatif est le plus grand danger pour l'avenir du Pakistan* ». 14 ans après, la même constatation pourrait être faite. L'éducation est le parent pauvre de l'État pakistanais. La situation est même, peut-être, pire que celle qu'il décrivait alors. Non seulement l'éducation n'est pas le rempart qu'elle pourrait et devrait être contre la montée régulière du fanatisme religieux qui menace d'engloutir le pays, mais, dans nombre de ses composantes, elle en est un des agents. Et rien n'indique que le présent gouvernement qui vit ses derniers mois et le gouvernement qui lui succédera, ait la moindre intention de s'attaquer à ce problème.

O. Louis